

La situation socio-économique en Afrique subsaharienne

Le FMI a nettement abaissé, ses prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne en 2016, en raison notamment des performances décevantes des deux principales économies de la région : le Nigeria et l'Afrique du sud. Ainsi, dans son rapport sur les perspectives économiques régionales, le FMI a affirmé que l'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance économique de 1,6% en cette année 2016, ce qui marque un ralentissement spectaculaire par rapport à 2015 (3, 3%). Cette contre-performance s'explique principalement par la forte chute de la croissance au Nigeria, dont l'économie reste largement dépendante des hydrocarbures. La première puissance économique africaine a vu son produit intérieur brut se contracter de 1,8% cette année. De son côté, l'Afrique du Sud aussi a frôlé la récession cette année. En Afrique subsaharienne, 43% de la population vit déjà avec moins de 2 dollars par jour, selon les données de la Banque mondiale.

La corruption constitue une véritable entrave au développement de la sous-région Ouest africaine. Le Cap Vert occupe une place prépondérante en Afrique de l'Ouest, se classant au 42ème rang au niveau mondial selon *Transparency International*, avec un score de 57 contre une moyenne de 34,73 pour l'Afrique de l'Ouest, sur un total de 175 pays en 2014. Le Ghana et le Sénégal, classés respectivement au rang de 61 et de 69 sur 175 en 2014, connaissent une amélioration de leurs scores avec des progressions de 3 et 7 points sur leurs scores respectifs entre 2012 et 2014.

On assiste à une crise bancaire dans certains pays subsaharien suite aux défis économiques de la région. En octobre dernier, la banque ougandaise qui possède 46 agences a annoncé des pertes pour l'exercice 2015, un homme d'affaire ougandais, a exprimé son souhait de trouver un partenaire stratégique d'une envergure régionale. Mais *Atlas Mara*, qui était sur la liste des potentiel repreneurs, lui a affecté une valorisation de 250 millions \$, alors que les dirigeants la situaient à 300 millions \$1.

La situation de la dette en Afrique subsaharienne

En septembre 2014, le Ghana a placé un milliard de dollars, sous forme d'euro-obligations, à 8,125 %, devait accepter 10,75 % un an plus tard pour le même montant. Et ce nouveau prêt ne visait pas à des investissements productifs, mais à rembourser des dettes précédentes. Les pays africains empruntent aujourd'hui à des taux majorés pour refinancer des dettes ou combler leur déficit budgétaire, entraînant ainsi une nouvelle spirale de dette dangereuse. En plus en octobre dernier, le Ghana a mobilisé 94,6 millions \$ auprès d'investisseurs ghanéens pour alimenter son fonds d'amortissements en charge de la gestion de sa dette. L'offre d'une maturité de 2 ans pour un taux d'intérêt de 6%, a reçu 26 souscriptions ayant dépassé le montant souhaité pour atteindre 99,64 millions \$2.

En novembre 2015, le Cameroun, qui cherchait à emprunter 1,5 milliard USD n'a pu placer que 738 millions USD à 9,75 %, malgré une garantie de la BAD pour 500 millions USD.

En janvier 2016, le Nigeria a dû renoncer à émettre des euro-obligations pour plus de 4 milliards USD, au vu des taux demandés, préférant émettre des obligations domestiques (sur le marché intérieur, donc en monnaie locale) pour couvrir son déficit budgétaire. La dette du Nigeria était de 54 milliards au 31 décembre 2015.

En novembre 2015, les emprunts souverains émis par des gouvernements africains ont atteint 5,17 milliards \$ avec des taux variant entre 6% à 10, 75%. Depuis cette date, aucun *eurobond* n'a été émis et il était probable à cette date que 2015 s'achève sur un repli de près de 46% comparé à 2014, lorsque les états africains avaient mobilisé 9,36 milliards \$3. Ainsi, on passe des *eurobonds* aux des émissions obligataires en monnaie nationale ou régionale avec des taux compris entre 5.5% et 6.5%.

¹ http://www.agenceecofin.com/banque/2410-41897-une-nouvelle-crise-sedessine-dans-le-secteur-bancaire-subsaharien-suite-aux-defis-economiques-de-la-region?utm_source=newsletter_5744&utm_medium=email&utm_campaign=ecofin-finance-24-10-2016

² http://www.agenceecofin.com/gestion-publique/3110-42072-le-ghanamobilise-94-6-millions-pour-le-renforcement-du-fonds-d-amortissement-en-charge-de-la-gestion-de-sadette?utm_source=newsletter_5784&utm_medium=email&utm_campaign=ecofin-finance-31-10-2016

³ <http://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2312-34734-2016-devrait-connaître-de-nouvelles-emissions-souveraines-africaines-malgré-la-conjoncture>

A cet effet, le en juin dernier, par les Etats membre de l'UEMOA ont adopté leur calendrier d'émission de titre public d'un montant de 1122 milliards à mobiliser sur le marché financier régional au troisième trimestre 2016. Le calendrier du troisième trimestre prévoit des émissions pour un montant total de 1122 milliards de FCFA comparé à un montant émis de 1115 milliards FCFA au deuxième trimestre 2016, soit une légère hausse de 0,63%. Au cours du troisième trimestre, les Etats membres de l'Union procéderont également à des remboursements au titre du service de la dette de marché pour un montant total de 723 milliards.

Le gouvernement du Mali a émis deux fois sur le marché de l'Union monétaire Ouest Africain (UMOA), une émission de bons du trésor d'un montant de 35 milliards de francs CFA (sur 12 mois avec un taux d'intérêt de 5, 50%)⁴

Le Comité restreint de validation des dettes intérieures qui a été mis en place et a validé 59 milliards sur 104 milliards soit une dette intérieure illégitime de 45 milliards. Les raisons de ces rejets par le Comité restreint sont multiples : tentative de double paiement, absence de services faits, absence de visa du contrôle financier, dépenses inéligibles des projets, mauvaise qualité des pièces justificatives, faux et usages de faux.

Le Mozambique espère arracher un accord de restructuration de sa dette :

Le Mozambique a admis en octobre dernier, qu'il n'était plus en mesure d'honorer sa dette. L'endettement public devrait représenter 130 % du produit intérieur brut en fin 2016, contre 86 % en 2015. Des emprunts cachés et souscrits en toute opacité par des entreprises publiques. Le scandale porte sur 1,4 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros), a affecté la réputation du Mozambique, provoqué le retrait des bailleurs.

Le profil de la dette publique de l'Etat mozambicain n'est pas soutenable. Le pays doit trouver, d'ici 2021, plus de 800 millions de dollars par an pour ses remboursements. Or l'état des finances est désastreux, le metical a perdu cette année 2016 plus de 80 % de sa valeur face au dollar. La crise des matières premières a revu à la baisse, les perspectives de croissance à 3,7 %. Les discussions avec le FMI ne peuvent reprendre que si le Mozambique n'est plus dans la catégorie "surendettement" ",

Au Togo, la dette publique, incluant l'encours de la dette des entreprises publiques, s'est accrue, passant de 48,6 % du PIB en 2011 à 75,4 % du PIB en 2015, un taux bien supérieur au plafond de 70 % du PIB fixé par la commission de l'UEMOA. L'équipe du FMI se réjouit de l'engagement ferme des autorités à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour ramener la dette publique à un niveau viable et à mettre en œuvre des réformes structurelles clés. » Suite à l'amélioration de l'orientation budgétaire, la dette publique baisserait de 75,4 % du PIB en 2015 à 56,4 % à l'horizon 2021. »⁵

Nous constatons une augmentation grandissante de la dette gabonaise, passée de 16% du PIB en 2011 à 35% en 2015, elle a atteint 42% en 2016⁶. Avec le recul des prix du pétrole, il a voulu un moment donnée, imposer l'adoption des mesures fiscales supplémentaires et d'agir de manière résolue pour s'attaquer à la croissance de la masse salariale et réduire davantage les subventions aux carburants, déclarait Montfort à l'issue de la mission du FMI qu'il dirigeait à Libreville.

La dette des pays subsahariens en proportion de leur PIB

Si l'on ne se réfère qu'à la dette publique rapportée au PIB (agrégat économique qui mesure la richesse nationale d'un pays), l'Erythrée, le Cap-Vert et la Gambie sont les pays les plus endettés d'Afrique subsaharienne avec respectivement 126%, 122% et 97% de dette publique. Outre les 3 pays précités, le Congo (79%), le Ghana (74%), le Malawi (73%), l'Angola (70) et des Seychelles (65%) ont aussi un taux d'endettement inquiétant.

⁴ <https://maliactu.info/.../bons-du-tresor-le-mali-emet-35-milliards-sur-le-marche-de-lu>.

⁵ Communiqué de presse du FMI N°16/485

⁶ Journal jeune Afrique n°2874 du 7 au 13 février 2016.

A l'inverse, le pays subsahariens dont les taux d'endettement sont les plus faibles sont le Nigéria (seulement 13%), le Botswana (16%), la RD Congo (20%), la Guinée Equatoriale (25%) et les Comores (29.2%). Quant à la Namibie son ratio d'endettement en 2016 est de 31%, à peine mieux que la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui sont endettés à hauteur de 33% et le Mali 35%.

La dette par habitant des pays d'Afrique subsaharienne en 2016

Avec une dette publique par habitant en 2016 qui oscille entre 2 et 2.6 millions FCFA (3 000 et 4 000 euros), les populations de Maurice, du Gabon et du Cap-Vert sont les plus endettées du continent. Si Maurice occupait déjà la première place depuis 2014 avec une dette par habitant de 5,4 millions FCFA (8 400 euros), il faut cependant relever qu'il a depuis divisé son endettement rapporté à la population par 2. A l'inverse, le Gabon qui était 5^{ème} au classement en 2014 est passé 2^{ème} en 2016 puisque sa dette par habitant est passée de 1.7 millions FCFA (2 592 euros) à 2.2 millions de FCFA (3 363 euros) cette année.

Suivent au classement des populations les plus endettées du continent l'Afrique du Sud (1.9 millions FCFA ou 2 848 euros), la Guinée Equatoriale (1.6 millions FCFA ou 2 365 euros), l'Angola (1.2 millions FCFA ou 1 814 euros), le Congo (971 271 FCFA ou 1 481 euros). Enfin, 3 pays d'Afrique australe ferment des pays d'Afrique subsaharienne où la dette publique par habitant est la plus élevée, il s'agit de la Namibie (898 794 FCFA ou 1 370 euros), le Botswana (783 690 FCFA ou 1 326 euros) et la Zambie (388 689 FCFA ou 593 euros).

Avec une dette qui varie entre 37 000 et 42 000 FCFA (ou 55 et 63 euros), le Burundi, la RD Congo et la Centrafrique sont les pays dont la population est la moins endettée. Suivent Madagascar, la Guinée Conakry, le Niger et le Nigéria dont la dette par habitant oscille entre 62 000 et 89 000 FCFA (96 et 135 euros). Enfin, l'Ouganda, le Libéria et le Mali ont une dette par habitant variant de 95 000 et 100 937 (145 et 154 euros).

Quelles sont les causes de cette situation ?

D'abord il y a des causes endogènes, c'est-à-dire tenant au comportement des autorités et des habitants du pays dont il s'agit. Ainsi :

- Des investissements non productifs, c'est-à-dire l'affectation de ressources à des activités économiques non rentables parmi lesquelles certains projets de prestige.

Ensuite, il y a des causes exogènes, c'est-à-dire des facteurs extérieurs au pays en développement et sur lesquels celui-ci n'exerce guère de contrôle. Ainsi :

- Des taux d'intérêt élevés frappant les débiteurs ;
- La chute des prix « matières premières » dans plusieurs secteurs de production ;

Quels sont les remèdes ?

- Le suivi, l'analyse et la dénonciation de la situation de l'endettement des pays de l'Afrique ;
- La lutte contre les différentes mesures de privatisation des services publiques et des infrastructures et notamment via les Partenariats public privé (PPP) ;
- La lutte pour la démocratie populaire et les libertés publiques.

Préparé et présenté par Broulaye BAGAYOKO de la CAD-Mali, secrétaire permanent du CADTM Afrique

Amsterdam, le 15 novembre 2016